

DELIBERATION 2019-I-007

CONVENTION DE COOPÉRATION ET AVENANT A LA DSP

Date de la convocation : 24 janvier 2019

Nombre de voix des membres en exercice : 12 voix

L'an deux mille dix-neuf, le premier février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis au Centre Inter-Administratif (Saint-Brieuc) ;

Étaient présents :

Pour le Département des Côtes d'Armor : M. Gérard BLEGEAN, M. Alain CADEC, Mme Monique LE VEE, M. Christian PROVOST.

Pour Saint-Brieuc Armor Agglomération : M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER.

Pour le Conseil Régional de Bretagne : Mme Gaëlle NIQUE.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. Alain CADEC,

Absents excusés : M. Thierry BURLOT, Mme Sylvie GUIGNARD, M. Ronan KERDRAON,
Mme Nadège LANGLAIS, M. Pierre KARLESKIND, M. Thierry SIMELIERE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1321-2 ;

Vu le code des transports et notamment son article L5331-5 ;

Vu le contrat de délégation de service public portant notamment sur la réparation navale en date du 29 novembre 2013 ;

Vu le contrat de délégation de service public portant sur la plaisance en date du 23 novembre 2013 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (Loi NOTRe) et son article 22 ;

Vu le protocole d'accord signé le 6 octobre 2016 entre la Région Bretagne et les départements des Côtes d'Armor et du Finistère portant sur le transfert à la Région de certains ports ;

Vu la convention de transfert du port de commerce du Légué signée le 15 décembre 2016 entre le Département des Côtes d'Armor et la Région Bretagne avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2016 portant sur la modification des statuts du Syndicat mixte du Grand Légué ;

Vu le rapport n°2019-I-007 présenté par M. le Président du syndicat mixte du Grand Légué ;

Sous la Présidence de M. Alain CADEC, Président du syndicat mixte, le Comité syndical, après en avoir délibéré, décide :

- **D'autoriser M. le Président à signer la convention de coopération et l'avenant à la délégation de service public avec la Région Bretagne, le Département des Côtes d'Armor et la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Président du syndicat mixte,

M. Alain CADEC



SYNDICAT MIXTE DU GRAND LÉGUÉ
Comité syndical du 1er février 2019

Rapport n° 2019-I-007

CONVENTION DE COOPÉRATION ET
AVENANT À LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Dans le cadre de la Loi NOTRe, un protocole d'accord a été signé le 6 octobre 2016 entre le Département et la Région Bretagne pour le transfert de la compétence portuaire du Port du Légué à la Région.

Cependant, compte tenu :

- de la situation particulière du port de commerce du Légué, dont la gestion est actuellement concédée dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) globale des ports de commerce, de pêche et de réparation navale entre le Département des Côtes d'Armor et la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor,
- du transfert de la Région au Syndicat mixte du Grand Légué de certaines compétences relatives à la réparation navale,

Il est apparu nécessaire aux parties concernées (Région, Département, Syndicat Mixte du Grand Légué et la CCI en qualité de délégataire) de :

- préciser les modalités d'application des dispositions législatives régissant le transfert du port de commerce du Légué à la Région ;
- maintenir l'unité du Contrat de DSP globale, tout en prenant en compte les nouvelles compétences respectives des trois autorités concédantes dans le cadre du contrat de délégation de service public ;
- définir les principes de coopération des trois autorités concédantes dans le contrat.

La présente convention de coopération et l'avenant à la Délégation de service public (pêche et commerce) joints en annexe du présent rapport sont donc conclus entre les trois autorités concédantes (la Région Bretagne, le Département des Côtes d'Armor et le Syndicat mixte du Grand Légué) et le délégataire la Chambre de commerce et d'industrie afin de définir :

- leur compétences et missions respectives,
- les principes et modalités de leur coopération pour gérer le contrat dont l'unité et la globalité sont conservées,
- les conditions de fin de contrat entre les autorités concédantes s'agissant notamment des emprunts, des provisions, du fonds de roulement et de la trésorerie disponible.

Je vous propose de m'autoriser à signer la convention de coopération et l'avenant à la délégation de service public avec la Région Bretagne, le Département des Côtes d'Armor et la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor.

Le Président du syndicat mixte


M. Alain CADEC

Convention de coopération

Entre :

- Le Département des Côtes d'Armor dont le siège est 9, place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Alain CADEC, dûment habilité par délibération en date du

ci-après, le Département,

de première part,

- La Région Bretagne, dont le siège est 283 avenue du Général Patton à Rennes, représentée par le Président du Conseil régional, M. Loïc CHESNAIS-GIRARD, dûment habilité par délibération en date du 9 juillet 2018.

ci-après, la Région,

de deuxième part,

- Le Syndicat mixte du Grand Légué, dont le siège est 9, place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc, représenté par son Vice-Président, M. Gérard BLEGEAN, dûment habilité par délibération du Comité syndical, en date du

ci-après, le Syndicat mixte,

de troisième part.

Ensemble, les Parties et, individuellement, la Partie.

SOMMAIRE

EXPOSE PREALABLE.....	3
Art 1 - Objet de la convention.....	6
Art 2 - Durée.....	7
Art 3 - Compétences respectives des Autorités concédantes ou intervenantes.....	7
Art 4 - Principes et modalités de coopération.....	10
Art 5 - Principes de gestion et de concertation.....	11
Art 6 - Portée contractuelle générale.....	11
Art 7 - Instances de concertation.....	12
Art 8 - Révision quadriennale du Contrat / Avenants.....	12
Art 9 - Maintenance des biens.....	13
Art 10 - Audits qualitatifs.....	13
Art 11 - Continuité du service.....	13
Art 12 - Redevance domaniale.....	14
Art 13 - Subventions.....	14
Art 14 - Rapport annuel.....	14
Art 15 - Fin anticipée du Contrat.....	15
Art 16 - Effets de la fin du Contrat.....	16

EXPOSE PREALABLE

1 - En application de l'article 22 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi NOTRe), ont été signés :

- un protocole d'accord, le 6 octobre 2016, entre la Région Bretagne et les Départements des Côtes d'Armor et du Finistère, sur le transfert à la Région de certains ports ;
- une convention de transfert du port de commerce Le Légué, le 15 décembre 2016, entre le Département des Côtes d'Armor et la Région Bretagne, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017.

2 - Auparavant, le Département des Côtes d'Armor a conclu, le 29 novembre 2013, avec la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor (ci-après, la CCI), un contrat de délégation de service public (DSP) portant sur l'exploitation des ports départementaux de pêche, de commerce et de réparation navale, soit quatorze ports, dont le port de commerce du Légué (ci-après, le Contrat) :

Saint Cast (activité pêche)	Port-Clos (activité commerce)
Erquy (activité pêche)	Loguivy (activité pêche)
Dahouët (activité pêche)	Lézardrieux (activité commerce)
Saint Quay Portrieux (activité pêche)	Pontrieux (activité commerce)
Palmpol / Kerpallud (activité pêche)	Tréguier (activité commerce)
Pors-Even (activité pêche)	Locquémeau (activité pêche)
L'Arcouest (activité Commerce)	Le Légué (activité commerce, réparation navale)

Le contrat est conclu pour une durée de dix ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

3 - La Région et le Syndicat mixte déclarent avoir une parfaite connaissance du contrat.

4 - Le Syndicat mixte du Grand Légué des Côtes d'Armor, associant le Département des Côtes d'Armor et la Communauté d'agglomération de Saint Brieuc, a été créé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2013.

Ses statuts ont été modifiés le 2 avril 2014, puis le 27 décembre 2016 pour intégrer la Région en tant que nouveau membre.

Le Syndicat mixte est notamment l'autorité portuaire de la réparation navale du Légué, au sens de l'article L 5331-5 du Code des transports. Il exerce également d'autres missions dans le cadre du contrat de DSP, en ce qui concerne le port de commerce du Légué.

5 - Les dispositions législatives applicables au transfert de compétences entre collectivités territoriales ou entre celles-ci et les groupements de collectivités sont de portée générale et apparemment simple.

Ainsi, aux termes de l'article 22-II de la loi précitée du 7 août 2015 :

« La collectivité territoriale ou le groupement bénéficiaire du transfert succède au Département dans l'ensemble des droits et obligations de celui-ci à l'égard des tiers ».

Et :

« Dans le cas où le Département est membre d'un syndicat mixte avant le transfert, la collectivité territoriale ou le groupement bénéficiaire du transfert se substitue au Département dans les droits et obligations de celui-ci au sein du syndicat. »

De manière plus générale, selon l'article L 1321-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif au transfert des contrats :

« La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats passés notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis

que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation. »

6 - Cependant, compte tenu :

- de la situation particulière du port de commerce du Légué, dont la gestion est concédée dans le cadre d'une DSP globale des ports de commerce, de pêche et réparation navale du département des Côtes d'Armor,
- du transfert au Syndicat mixte, de certaines compétences relatives à la réparation navale,

il est apparu nécessaire aux Parties concernées de :

- préciser les modalités d'application des dispositions législatives régissant le transfert du port de commerce du Légué à la Région ;
- maintenir l'unité du Contrat de DSP globale, tout en prenant en compte les compétences respectives des trois Autorités concédantes ou intervenantes dans le cadre du contrat de DSP globale (le Contrat) ;
- définir les principes de coopération des trois Autorités concédantes ou intervenantes dans le Contrat, et leurs modalités de mise en œuvre.

7 - Sur le fondement des dispositions de l'article L 5111-1 du Code général des collectivités territoriales, et dans l'esprit d'un groupement d'autorités concédantes tel que prévu par l'article 26 de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016, la Région, le Département et le Syndicat mixte ont défini, dans une « convention de coopération », les

conditions d'exercice de leurs compétences respectives dans le cadre du contrat de DSP globale concernant le port de commerce du Légué et les treize autres ports de commerce, de pêche et réparation navale conclu avec la CCI des Côtes d'Armor.

8 - Il est convenu, dans la « convention de coopération », que les dispositions adoptées entre les Autorités concédantes seront rendues opposables au Déléguataire par avenant et qu'elles feront, le cas échéant, l'objet d'adaptations ou amendements, dans le respect des objectifs de la coopération instituée entre les Autorités concédantes ou intervenantes.

9 - Il est rappelé que, conformément à l'article 7 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, la présente Convention ne constitue pas un contrat de concession et qu'elle est librement conclue entre les parties.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Art 1 - Objet de la convention

La présente Convention est conclue entre les trois Autorités concédantes ou intervenantes, la Région Bretagne, le Département des Côtes d'Armor et le Syndicat mixte du Grand Légué, afin de définir :

- leurs compétences et missions respectives,
- les principes et modalités de leur coopération pour gérer le Contrat, dont l'objet et la globalité sont conservées, et dont est titulaire la CCI des Côtes d'Armor (Déléguataire).

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales :

- d'une part, la Région est substituée au Département dans les droits et obligations résultant du Contrat, en ce qui concerne le port de commerce du Légué, à compter du 1^{er} janvier 2017, sous réserve des compétences exercées par le Syndicat mixte ;
- d'autre part, le Syndicat mixte est substitué à la Région, en ce qui concerne la réparation navale et les compétences visées à l'article 3 ci-après, pour le port du Légué.

Art 2 - Durée

La présente convention est conclue jusqu'à la clôture financière et comptable de la concession.

Art 3 - Compétences respectives des Autorités concédantes ou intervenantes

3.1 Les Autorités concédantes ou intervenantes issues des transferts de compétences opérés, dans le cadre du Contrat et de la présente Convention, tels que rappelés ci-dessus, sont :

- Le Département des Côtes d'Armor (le Département),
- la Région Bretagne (la Région),
- le Syndicat mixte du Grand Légué (le Syndicat mixte).

3.2 Dans le cadre du Contrat et de la présente Convention, chaque Autorité concédante ou intervenante exerce les compétences spécifiques résultant des transferts de compétences.

Un avenant au Contrat définira les conséquences sur les relations contractuelles avec le Déléataire, et notamment sur les modalités de contrôle sur l'exécution du Contrat.

3.3 Ces compétences respectives correspondent à un périmètre à la fois géographique et fonctionnel. Elles sont les suivantes :

- Le port de commerce du Légué relève de la compétence d'Autorité concédante de la Région, à l'exception toutefois de la réparation navale et des autres compétences transférées par la Région au Syndicat mixte du Grand Légué.
- Le Département demeure l'Autorité concédante des ports autres que le Légué, pour toutes leurs activités (commerce, pêche, réparation navale).
- Le Syndicat mixte est l'Autorité concédante au port du Légué pour la réparation navale et il exerce certaines compétences d'Autorité concédante et de coordination en ce qui concerne le port de commerce du Légué, notamment sur l'aménagement du quatrième quai.

3.4 Les compétences et missions du Syndicat mixte sont définies à l'article 2 de ses statuts ci-dessous reproduits :

« Le périmètre du Syndicat mixte correspond, pour la gouvernance et la maîtrise d'ouvrage, à un périmètre fonctionnel, identifié par un plan de référence précisant les orientations de développement du port et pour la mission de gestion, aux limites administratives du port de plaisance de Saint-Brieuc Le Légué et de la réparation navale. Sur ce périmètre fonctionnel et physique, le Syndicat mixte remplit trois missions :

Gouvernance

- Organiser la mise en œuvre et l'actualisation du projet de développement du Légué défini dans le cadre d'un Plan de référence ;
- Assurer le pilotage de tout projet y concourant, dans un cadre de concertation entre les partenaires ;
- Identifier les opérations d'investissement s'inscrivant dans son périmètre afin de définir la maîtrise d'ouvrage ainsi que le financement.
- Coordonner les stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire.

Maîtrise d'ouvrage

- Assurer la maîtrise d'ouvrage du quatrième quai du port de commerce

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

- Assurer, sur proposition et après accord des trois membres, la maîtrise d'ouvrage d'autres opérations qualifiées de transversales conformément à l'article 11.2 ci-dessous. Le Syndicat mixte a ainsi vocation à se substituer à la Région, au Département et à la communauté d'agglomération dans leurs droits et obligations de maître d'ouvrage pour les opérations qu'il décidera de porter en maîtrise d'ouvrage. Pour tout projet hors de la construction du 4e quai, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sera signée par les collectivités disposant de la compétence pour en préciser la portée.

Gestion

- Exercer par transfert de compétence de la Région, l'autorité portuaire, la gestion et le développement du port de plaisance de Saint-Brieuc Le Légué dans son périmètre actuel et ses extensions ainsi que de la réparation navale. Les membres conviennent que le Syndicat mixte reprend l'ensemble des obligations contractuelles du contrat de délégation de service public passé avec la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor délégataire du port de plaisance.

- A terme, si les collectivités membres le décident, le Syndicat mixte pourra également assurer la gestion d'autres équipements transversaux.

Au sens de l'article 11-2 des statuts du Syndicat mixte :

« Un investissement est considéré comme « transversal » si l'opération concourt de manière manifeste et nécessaire à l'atteinte des objectifs initiaux poursuivis par le Syndicat au titre du plan de référence du Légué. »

étant rappelé que :

« Chaque année, le Syndicat mixte, dans le cadre de la préparation budgétaire, décide du caractère «transversal» ou non des différentes dépenses d'investissement. »

Art 4 - Principes et modalités de coopération

4.1 - Principes généraux

Les Parties conviennent expressément de :

- maintenir l'unité du Contrat, dans le respect des dispositions législatives relatives aux transferts de compétences intervenus et rappelées dans l'exposé préalable ;
- développer des synergies entre les activités de pêche et de commerce ;
- mettre en place des modalités de coopération afin de faciliter la gestion régulière de la DSP et les relations contractuelles avec le Délégué ;
- conserver une solidarité territoriale dès lors que celle-ci répondra à un intérêt local et spécifique à chaque Partie.

4.2 - Coopération structurelle

La coopération structurelle entre la Région et le Département, en association avec la Communauté d'agglomération de Saint-Brieuc, est exercée au sein du Syndicat mixte, conformément à sa vocation, rappelée dans le Préambule de ses statuts :

« le Syndicat mixte du Grand Légué est, sur son périmètre de compétence, l'instance de concertation notamment pour la coordination des stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire »

Outre la gestion du port de plaisance transférée au Syndicat mixte, la coopération structurelle concerne les missions de ce dernier au titre de :

- La gouvernance du projet de développement du port du Légué dans son ensemble (commerce, réparation navale, plaisance) et, plus largement, de la coordination des stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire ;
- La maîtrise d'ouvrage du quatrième quai du port de commerce et d'opération d'investissement transversales décidées par accord des membres du Syndicat

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

4.3 - Coopération conventionnelle

Les Parties conviennent de mettre en place les moyens nécessaires pour assurer une coopération plus étendue, allant au-delà des compétences et missions spécifiques du Syndicat mixte, afin d'assurer une coordination de leurs compétences respectives d'Autorités concédantes ou intervenantes et de faciliter la gestion du Contrat et notamment le contrôle exercé sur le Délégataire.

Art 5 - Principes de gestion et de concertation

5.1 En raison du partage de compétences entre les Autorités concédantes ou intervenantes et de l'unicité maintenue du Contrat, les stipulations contractuelles sont applicables à chacune d'entre elles selon ses compétences spécifiques.

5.2 En conséquence :

- chaque Partie gère de manière autonome la partie du Contrat lui incombant ;
- les Parties se concertent dans l'exercice de leurs compétences respectives.

Art 6 - Portée contractuelle générale

6.1 Les Parties conviennent de rendre opposables au Délégataire, dans un avenant quadripartite, les dispositions adoptées par elles dans la présente Convention pour la gestion coordonnée de leur périmètre contractuel, correspondant à leurs compétences respectives. Ces dispositions feront, le cas échéant, l'objet d'adaptations ou d'amendements, dans le respect des objectifs de la coopération instituée entre les Autorités concédantes ou intervenantes.

6.2 Tous les échanges entre les Autorités concédantes et le Délégataire seront effectués selon les modalités définies dans l'avenant au Contrat visé à l'article 6.1 ci-dessus.

Art 7 - Instances de concertation

Les Parties conviennent d'un principe d'information entre elles pour l'organisation des instances de concertation visées à l'article 1.14 du contrat (organisation du Comité de Pilotage, des comités techniques et de la commission portuaire département). Les modalités de mise en œuvre de ce principe seront précisées dans l'avenant quadripartite.

Art 8 - Révision quadriennale du Contrat / Avenants

8.1 : Révision quadriennale

La révision quadriennale, prévue à l'article 1.15 du Contrat, fait l'objet d'une procédure commune, sous l'égide du Comité de pilotage réunissant les trois autorités concédantes et le délégataire.

Conformément aux dispositions contractuelles (article 1.15), il est, d'ores et déjà, convenu que l'avenant issu, le cas échéant, de la révision quadriennale comportera en annexes :

- un compte d'exploitation prévisionnel (CEP)
- un programme pluriannuel d'investissement (PPI) actualisé,
- un plan de financement
- un tableau d'amortissement des emprunts
- un tableau faisant apparaître la valeur nette comptable des ouvrages, équipements ou matériels concernés en fin de contrat (normale ou anticipée),

Ces documents identifient les données pour chaque partie du Contrat (Port du Légué & 13 autres ports).

8.2 - Réexamen des conditions financières

Le réexamen des conditions financières prévu à l'article 6.10 du contrat de DSP fait l'objet d'une procédure commune à la demande de l'une des autorités concédantes du délégataire.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

8.3 - Avenants

Chaque Autorité concédante demeure compétente sur son périmètre pour la passation des avenants ne relevant pas des dispositions des articles 8.1 et 8.2 ci-dessus. Tout avenant sera signé par toutes les parties prenantes du Contrat.

Art 9 - Maintenance des biens

9.1 La maintenance des biens effectuée par le Déléataire fait l'objet d'un suivi assuré par chaque Autorité concédante dans son périmètre contractuel et celle-ci dispose des pouvoirs de contrôle et de sanction prévus par le Contrat, tels que l'exécution d'office de travaux ou l'adoption de mesures d'urgence.

9.2 Les mesures prises par les Autorités concédantes à ce titre font l'objet d'une information entre elles.

Art 10 - Audits qualitatifs

Les audits qualitatifs visés à l'article 4.4.5 du Contrat sont spécifiques à chaque périmètre contractuel relevant d'une Autorité concédante.

Toutefois, les Parties pourront décider de faire procéder à un audit commun à plusieurs ou à tous les périmètres contractuels relevant de leurs compétences.

Art 11 - Continuité du service

En cas de circonstances (force majeure, grève) de nature à perturber ou faire obstacle à la continuité du service, telles que prévues à l'article 5.13 du Contrat, la Partie concernée ayant reçu les informations transmises par le Déléataire, communique sans délai celles-ci, en synthèse ou in extenso si nécessaire, à l'autre ou aux autres Parties, en raison de l'impact avéré ou possible sur leur périmètre contractuel, ou les fait transmettre par le Déléataire.

Art 12 - Redevance domaniale

Il est convenu entre les parties que la part fixe de la redevance, telle que prévue à l'article 6.9.2 du Contrat, est versée à chaque Partie en fonction du nombre de ports relevant des compétences respectives des parties.

Les Parties à la présente convention conviennent que si les conditions de versement de la redevance domaniale variable sont réunies à l'échéance du contrat, le montant de la redevance variable sera réparti comme suit entre les parties :

- une fraction de la redevance variable reviendra à la Région : cette fraction est calculée selon le pourcentage que représente le résultat net de l'activité commerce du port du Légué sur le résultat net global des 14 ports exploités par le Déléataire (sur la durée du contrat). Ce pourcentage est appliqué à l'assiette de calcul de la part variable de la redevance domaniale ;
- une fraction de la redevance variable reviendra au Syndicat Mixte, selon le même principe au regard du pourcentage que représente le résultat net de l'activité réparation navale sur le résultat net global des 14 ports exploités par le Déléataire ;
- une fraction de la redevance reviendra au Département, selon le même principe au regard du pourcentage que représente le résultat net des 13 ports relevant de sa compétence sur le résultat net global des 14 ports exploités par le Déléataire.

Art 13 - Subventions

Les Parties se concertent sur les subventions susceptibles d'être accordées, par mêmes ou d'autres collectivités publiques, pour les projets concernant le commerce du Légué. Et ce, indépendamment des règles du Syndicat mixte financement des opérations d'investissement transversales.

Art 14 - Rapport annuel

14.1 Le Déléataire établit un Rapport annuel, dont le contenu est défini à l'article Contrat, en deux parties, clairement distinctes et séparables matériellement :

- une partie concernant le port de commerce du Légué, comprenant une sous-partie sur les données relatives à la réparation navale ;
- une partie concernant les treize autres ports.

Le Rapport annuel comporte une note de synthèse sur la gestion de l'ensemble des quatorze ports, l'utilisation des moyens mutualisés, les évolutions envisageables, afin d'assurer, à la fois l'identification des données spécifiques à chaque périmètre contractuel et les complémentarités ou synergies souhaitées par les Autorités concédantes.

14.2 Le Rapport annuel est transmis par le Délégué, parallèlement, aux trois Autorités concédantes, avec toutes indications utiles sur le caractère communicable des données et sur celles légalement protégées par le secret en matière industrielle et commerciale.

14.3 Le Délégué communique toutes informations complémentaires ou documents demandés par une Autorité concédante, et participe à toute réunion consécutive à la remise du Rapport annuel.

14.4 Chaque Autorité concédante limite à la partie du rapport annuel la concernant, la communication du document aux élus, aux membres de la Commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales ou au public.

14.5 Les Autorités concédantes se concerteront, en tant que de besoin, sur la partie « consolidée » du Rapport annuel, en respectant la confidentialité de celle-ci, dans la perspective de favoriser un développement durable et coordonné des ports et l'aménagement du territoire.

Art 15 - Fin anticipée du Contrat

15.1 En cas de résiliation pour faute, pour motif d'intérêt général ou pour force majeure, les Parties se concertent et s'accordent sur les conditions de mise en œuvre et les conséquences de la fin anticipée du Contrat, ayant ou susceptibles d'avoir une incidence sur leur périmètre contractuel respectif.

15.2 Chaque Partie fait son affaire de l'indemnisation qu'elle doit au Délégué.

Art 16 - Effets de la fin du Contrat

A la fin du Contrat, pour quelque cause que ce soit, les Parties prévoient, dans l'avenant visé à l'article 6.1 ci-dessus, ses conséquences financières. L'indemnité due au Concessionnaire sera répartie entre les trois Autorités concédantes en calculant par port la VNC des biens nette de subventions et du capital restant dû des emprunts.

Fait à
En trois exemplaires originaux
Le

Pour la Région

Le Président

Pour le Département

Le Président

Pour le Syndicat mixte

Le Vice-Président

Contrat de délégation de service public portant sur
l'exploitation des ports départementaux de pêche,
de commerce et de réparation navale

Avenant

Entre :

- Le Département des Côtes d'Armor dont le siège est 9, place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Alain CADEC, dûment habilité par délibération en date du

ci-après, le Département,

de première part,

- La Région Bretagne, dont le siège est 283 avenue du Général Patton à Rennes, représentée par le Président du Conseil régional, M. Loïc CHESNAIS-GIRARD, dûment habilité par délibération en date du 9 juillet 2018.

ci-après, la Région,

de deuxième part,

- Le Syndicat mixte du Grand Légué, dont le siège est 9, place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc, représenté par son Vice-Président, M. Gérard BLEGEAN, dûment habilité par délibération du Comité syndical, en date du

ci-après, le Syndicat mixte,

de troisième part,

Ces trois Parties étant les Autorités concédantes,

- La Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor, dont le siège est 16 rue de Guernesey à Saint-Brieuc, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du

Ci-après, le Déléguataire,

de quatrième part,

Ensemble, les Parties et, individuellement, la Partie.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

SOMMAIRE

EXPOSE PREALABLE	4
Art 1 - Objet de l'avenant.....	7
Art 2 - Durée.....	8
Art 3 - Compétences respectives des Autorités concédantes ou intervenantes.....	8
Art 4 - Portée générale	10
Art 5 - Instances de concertation.....	11
Art 6 - Révision quadriennale du Contrat / Avenants	12
Art 7 - Maintenance des biens	13
Art 8 - Audits qualitatifs.....	13
Art 9 - Continuité du service	13
Art 10 - Redevances et affectation des résultats.....	14
Art 11 - Subventions	14
Art 12 - Rapport annuel.....	14
Art 13 - Tableaux de bord périodiques.....	15
Art 14 - Pouvoirs de contrôle et de sanction	15
Art 15 - Fin anticipée du Contrat	16
Art 16 - Effets de la fin du Contrat	16
Art 17 - Annexes	16

EXPOSE PREALABLE

- 1 - En application de l'article 22 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi NOTRe), ont été signés :
 - un protocole d'accord, le 6 octobre 2016, entre la Région Bretagne et les Départements des Côtes d'Armor et du Finistère, sur le transfert à la Région de certains ports ;
 - une convention de transfert du port de commerce Le Légué, le 15 décembre 2016, entre le Département des Côtes d'Armor et la Région Bretagne, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017.
- 2 - Auparavant, le département des Côtes d'Armor a conclu, le 29 novembre 2013, avec la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor (ci-après, la CCI), un contrat de délégation de service public (DSP) portant sur l'exploitation des ports départementaux de pêche, de commerce et de réparation navale, soit quatorze ports, dont le port de commerce du Légué (ci-après, le Contrat) :

Saint Cast (activité pêche)	Port-Clos (activité commerce)
Erquy (activité pêche)	Loguivy (activité pêche)
Dahouët (activité pêche)	Lézardrieux (activité commerce)
Saint Quay Portrieux (activité pêche)	Pontrieux (activité commerce)
Païmpol / Kerpallud (activité pêche)	Tréguier (activité commerce)
Pors-Even (activité pêche)	Locquémeau (activité pêche)
L'Arcouest (activité commerce)	Le Légué (activité commerce, réparation navale)

Le contrat est conclu pour une durée de dix ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

- 3 - La Région et le Syndicat mixte déclarent avoir une parfaite connaissance du contrat.

4 - Le Syndicat mixte du Grand Légué des Côtes d'Armor, associant le Département des Côtes d'Armor et la Communauté d'agglomération de Saint Briec, a été créé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2013.

Ses statuts ont été modifiés le 2 avril 2014, puis le 27 décembre 2016 pour intégrer la Région en tant que nouveau membre.

Le Syndicat mixte est notamment l'autorité portuaire de la réparation navale, au sens de l'article L 5331-5 du Code des transports. Il exerce également d'autres missions dans le cadre du contrat de DSP, en ce qui concerne le port de commerce du Légué.

5 - Les dispositions législatives applicables au transfert de compétences entre collectivités territoriales ou entre celles-ci et groupements de collectivités sont de portée générale et apparemment simple.

Ainsi, aux termes de l'article 22-II de la loi précitée du 7 août 2015 :

« La collectivité territoriale ou le groupement bénéficiaire du transfert succède au département dans l'ensemble des droits et obligations de celui-ci à l'égard des tiers ».

Et :

« Dans le cas où le département est membre d'un syndicat mixte avant le transfert, la collectivité territoriale ou le groupement bénéficiaire du transfert se substitue au département dans les droits et obligations de celui-ci au sein du syndicat. »

De manière plus générale, selon l'article L 1321-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif au transfert des contrats :

« La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation. »

6 - Cependant, compte tenu :

- de la situation particulière du port de commerce du Légué, dont la gestion est concédée dans le cadre d'une DSP globale des ports de commerce, de pêche et réparation navale du département des Côtes d'Armor,
- du précédent transfert au Syndicat mixte, de certaines compétences relatives à la réparation navale,

il est apparu nécessaire aux trois Autorités concédantes de :

- préciser les modalités d'application des dispositions législatives régissant le transfert du port de commerce du Légué à la Région ;
- maintenir l'unité du Contrat de DSP globale, tout en prenant en compte les compétences respectives des trois Autorités concédantes ou intervenantes dans le cadre du contrat de DSP globale (le Contrat) ;
- définir les principes de coopération des trois Autorités concédantes ou intervenantes dans le Contrat, et leurs modalités de mise en œuvre.

7 - Sur le fondement des dispositions de l'article L 5111-1 du Code général des collectivités territoriales, et dans l'esprit d'un groupement d'autorités concédantes que prévu par l'article 26 de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016, la Région Département et le Syndicat mixte ont défini, dans une « convention de coopération », conditions d'exercice de leurs compétences respectives dans le cadre du contrat de globale concernant le port de commerce du Légué et les treize autres ports de commerce de pêche et réparation navale conclu avec la CCI des Côtes d'Armor.

8 - Il est convenu, dans la « convention de coopération », que les dispositions adoptées entre les Autorités concédantes seront rendues opposables au Déléataire par avenant et qu'elles feront, le cas échéant, l'objet d'adaptations ou amendements, dans le respect des objectifs de la coopération instituée entre les Autorités concédantes ou intervenantes.

9 - Les adaptations nécessaires du contrat de DSP globale du port du Légué et des 13 autres ports des Côtes d'Armor sont l'objet du présent avenant.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Art 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de formaliser l'accord des Parties sur les incidences sur le Contrat résultant, à la fois :

- des transferts de compétences entre les trois Autorités concédantes, la Région, le Département et le Syndicat mixte ;
- des objectifs de la coopération instituée par celles-ci, pour maintenir l'exécution de la globalité du Contrat et son unicité et assurer la nécessaire coordination de leurs actions d'Autorités concédantes, dans le respect de leurs compétences et missions respectives;
- des principes de gestion autonome, dans le respect du principe d'unicité du contrat et de concertation des Autorités concédantes pour l'exercice de leurs compétences.

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales :

- d'une part, la Région est substituée au Département dans les droits et obligations résultant du Contrat, en ce qui concerne le port de commerce du Légué, à compter du 1er janvier 2017, sous réserve des compétences exercées par le Syndicat mixte;

- d'autre part, le Syndicat mixte est substitué à la Région en ce qui concerne la réparation navale.

Art 2 - Durée

2.1 Le présent avenant est conclu pour la durée restant à courir du Contrat, telle que fixée à l'article 1-6 du Contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2023 à minuit.

2.2 Sont annexés au présent avenant des états financiers, établis à la date du 31 décembre 2016 ou concernant une période antérieure, à titre informatif.

Art 3 - Compétences respectives des Autorités concédantes ou intervenantes

3.1 Les Autorités concédantes ou intervenantes issues des transferts de compétences opérés, dans le cadre du présent Contrat, tels que rappelés ci-dessus, sont :

- le Département des Côtes d'Armor (le Département),
- la Région Bretagne (la Région),
- le Syndicat mixte du Grand Légué (le Syndicat mixte).

3.2 Dans le cadre du présent Contrat, chaque Autorité concédante ou intervenante exerce les compétences spécifiques résultant des transferts de compétences.

3.3 Ces compétences respectives correspondent à un périmètre à la fois géographique et fonctionnel. Elles sont les suivantes :

- Le port du Légué relève de la compétence d'Autorité concédante de la Région l'exception toutefois de la réparation navale et des autres compétences transférées par la Région au Syndicat mixte du Grand Légué.
- Le Département demeure l'Autorité concédante des ports autres que Le Légué pour toutes leurs activités (commerce, pêche, réparation navale).

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

- Le Syndicat mixte est l'Autorité concédante au port du Légé pour la réparation navale et il exerce certaines compétences d'Autorité concédante et de coordination en ce qui concerne le port de commerce du Légé, notamment sur l'aménagement du quatrième quai.

3.4 Les compétences et missions du Syndicat mixte sont définies à l'article 2 de ses statuts ci-dessous reproduits :

« Le périmètre du Syndicat mixte correspond, pour la gouvernance et la maîtrise d'ouvrage, à un périmètre fonctionnel, identifié par un plan de référence précisant les orientations de développement du port et pour la mission de gestion, aux limites administratives du port de plaisance de Saint-Brieuc Le Légé et de la réparation navale. Sur ce périmètre fonctionnel et physique, le Syndicat mixte remplit trois missions :

Gouvernance

- Organiser la mise en œuvre et l'actualisation du projet de développement du Légé défini dans le cadre d'un plan de référence ;
- Assurer le pilotage de tout projet y concourant, dans un cadre de concertation entre les partenaires ;
- Identifier les opérations d'investissement s'inscrivant dans son périmètre et en définir la maîtrise d'ouvrage ainsi que le financement.
- Coordonner les stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire.

Maîtrise d'ouvrage

- Assurer la maîtrise d'ouvrage du quatrième quai du port de commerce
- Assurer, sur proposition et après accord des trois membres, la maîtrise d'ouvrage d'autres opérations qualifiées de transversales conformément à l'article 11.2 ci-dessous. Le Syndicat mixte a ainsi vocation à se substituer à la Région, au Département et à la communauté d'agglomération dans leurs droits et obligations de maître d'ouvrage pour les opérations qu'il décidera de porter en maîtrise d'ouvrage. Pour tout projet hors de la construction du 4^e quai, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sera signée par les collectivités disposant de la compétence pour en préciser la portée.

Gestion

- Exercer par transfert de compétence de la Région, l'autorité portuaire, la gestion et le développement du port de plaisance de Saint-Brieuc Le Légé

dans son périmètre actuel et ses extensions ainsi que de la réparation navale. Les membres conviennent que le Syndicat mixte reprend l'ensemble des obligations contractuelles du contrat de délégation de service public passé avec la Chambre de commerce des Côtes d'Armor déléataire du port de plaisance.

- A terme, si les collectivités membres le décident, le Syndicat mixte pourra également assurer la gestion d'autres équipements transversaux.

Au sens de l'article 11-2 des statuts du Syndicat mixte :

« Un investissement est considéré comme « transversal » si l'opération concourt de manière manifeste et nécessaire à l'atteinte des objectifs initiaux poursuivis par le Syndicat au titre du plan de référence du Légé. »

étant rappelé que :

« Chaque année, le Syndicat mixte, dans le cadre de la préparation budgétaire, décide du caractère « transversal » ou non des différentes dépenses d'investissement. »

Art 4 - Portée générale

4.1 En raison du partage de compétences entre les Autorités concédantes ou intervenantes et de l'unicité maintenue du Contrat, les stipulations contractuelles sont applicables à chacune d'entre elles selon ses compétences spécifiques, ainsi qu'au Déléataire.

4.2 Tous les documents, informations, demandes, études, enquêtes, réclamations d'usagers, et propositions visés par le Contrat et concernant le port du Légé, à l'exclusion de la réparation navale, doivent être transmis par le Déléataire à la Région dans les conditions et selon les modalités prévues par le Contrat.

4.3 Tous les accords, autorisations, approbations, décisions de refus, oppositions, observations ou homologations de propositions visés par le Contrat et concernant le du Légé à l'exclusion de la réparation navale sont communiqués par la Région Déléataire, dans les conditions et selon les modalités définies par le Contrat.

4.4 Tous les actes et documents concernant la réparation navale au port du Légué, et les interventions spécifiques en maîtrise d'ouvrage ou auprès du Syndicat mixte, font l'objet d'échanges entre le Délégué et le Syndicat mixte, dans les conditions et selon les modalités prévues par le Contrat.

4.5 Tous les actes et documents concernant les treize ports autres que le port de commerce du Légué font l'objet d'échanges entre le Délégué et le Département, dans les conditions et selon les modalités prévues par le Contrat.

Art 5 - Instances de concertation

5.1 Les stipulations de l'article 1.14 du contrat sont modifiées ou complétées comme suit.

5.2 Le Comité de pilotage prévu à l'article 1.14.2, est organisé, une fois par an, en concertation par les trois Autorités concédantes, afin de traiter, successivement, des treize ports départementaux, du port de commerce du Légué et de la réparation navale dans ce dernier port. La convocation est envoyée au Délégué par le Président du Conseil départemental au nom des trois Autorités concédantes.

5.3 Les Comités techniques, créés sur décision du Comité de pilotage [1.14.4], peuvent être soit spécifiques à certains ports, soit communs à tous les ports ou à certaines activités ou certains ports.

5.4 La Commission portuaire départementale [Art 1.14.5] concerne prioritairement les treize ports continuant à relever de la compétence du Département, Autorité compétente.

Cependant, la Région est informée par le Département de la tenue et de l'ordre du jour des réunions de ladite Commission, préalablement à celles-ci, dans un délai suffisant, afin de pouvoir y assister, après en avoir informé le Département.

5.5 Le Délégué, dûment convoqué, est tenu informé de la configuration adoptée et de l'ordre du jour.

Art 6 - Révision quadriennale du Contrat / Avenants

6.1 : Révision quadriennale

La révision quadriennale, prévue à l'article 1.15 du Contrat, fait l'objet d'une procédure commune, sous l'égide du Comité de pilotage réunissant les trois autorités concédantes et le délégué.

Conformément aux dispositions contractuelles (article 1.15), il est, d'ores et déjà, convenu que l'avenant issu, le cas échéant, de la révision quadriennale comportera en annexes :

- un compte d'exploitation prévisionnel (CEP)
- un programme pluriannuel d'investissement (PPI) actualisé,
- un plan de financement
- un tableau d'amortissement des emprunts
- un tableau faisant apparaître la valeur nette comptable des ouvrages, équipements ou matériels concernés en fin de contrat (normale ou anticipée).

Ces documents identifient les données pour chaque partie du Contrat (Port du Légué - 13 autres ports).

6.2 - Réexamen des conditions financières

Le réexamen des conditions financières prévu à l'article 6.10 du contrat de DSP initial fait l'objet d'une procédure commune à la demande de l'une des autorités concédantes ou du délégué.

6.3 - Avenants

Chaque Autorité concédante demeure compétente sur son périmètre pour la passation d'avenants ne relevant pas des dispositions des articles 6.1 et 6.2 ci-dessus. Tout avenant sera signé par toutes les parties prenantes du Contrat.

Art 7 - Maintenance des biens

7.1 La maintenance des biens effectuée par le Déléataire fait l'objet d'un suivi assuré par chaque Autorité concédante dans son périmètre contractuel et celle-ci dispose des pouvoirs de contrôle et de sanction prévus par le Contrat, tels que l'exécution d'office de travaux ou l'adoption de mesures d'urgence.

7.2 Les mesures prises par les Autorités concédantes à ce titre font l'objet d'une information entre elles.

Art 8 - Audits qualitatifs

8.1 Les audits qualitatifs visés à l'article 4.4.5 du Contrat sont spécifiques à chaque périmètre contractuel relevant d'une Autorité concédante.

Toutefois, les Autorités concédantes pourront décider de faire procéder à un audit commun à plusieurs ou à tous les périmètres contractuels relevant de leurs compétences.

8.2 Le Déléataire est tenu de respecter le choix effectué par les Autorités concédantes.

Art 9 - Continuité du service

En cas de circonstances (force majeure, grève) de nature à perturber ou faire obstacle à la continuité du service, le Déléataire en informe les Autorités concédantes.

13 sur 17

Art 10 - Redevances et affectation des résultats

Il est convenu que la part fixe de la redevance, telle que prévue à l'article 6.9.2 du Contrat, est versée à chaque Partie en fonction du nombre de ports relevant des compétences respectives des parties.

S'agissant de la part variable, si les conditions de son versement sont réunies à l'échéance du contrat, les Autorités concédantes informeront le Déléataire des modalités de répartition qu'elles auront convenues entre elles : montant réparti au prorata du résultat net cumulé de chaque port, entre le Département, la Région, et le Syndicat mixte.

Art 11 - Subventions

Indépendamment des règles du Syndicat mixte sur le financement des opérations d'investissement transversales, des opérations d'investissement à la charge du Déléataire, soit figurant dans le PPI contractuel, soit résultant de ses modifications, pourront faire l'objet de subventions publiques, après concertation des Autorités concédantes. Le Déléataire en sera informé et établira, en conséquence, le plan de financement dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 6.5 du Contrat.

Art 12 - Rapport annuel

12.1 Le Déléataire établit un Rapport annuel, dont le contenu est défini à l'article 7 du Contrat, en deux parties, clairement distinctes et séparables matériellement :

- une partie concernant le port de commerce du Légué, comprenant une sous-partie sur les données relatives à la réparation navale ;
- une partie concernant les treize autres ports.

Le Rapport annuel comporte une note de synthèse sur la gestion de l'ensemble quatorze ports, l'utilisation des moyens mutualisés, les évolutions envisageables, d'assurer à la fois l'identification des données spécifiques à chaque périmètre contractuel et les complémentarités ou synergies souhaitées par les Autorités concédantes.

14 sur 17

Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_007-DE

12.2 Le Rapport annuel est transmis par le Déléataire, parallèlement, aux trois Autorités concédantes, avec toutes indications utiles sur le caractère communicable des données et sur celles légalement protégées par le secret en matière industrielle et commerciale.

12.3 Le Déléataire communique toutes informations complémentaires ou documents demandés par une Autorité concédante, et participe à toute réunion consécutive à la remise du Rapport annuel.

Art 13 - Tableaux de bord périodiques

Les tableaux de bord trimestriels, tels que prévus à l'article 7.2 du Contrat, sont transmis parallèlement par le Déléataire aux trois Autorités concédantes.

Art 14 - Pouvoirs de contrôle et de sanction

14.1 Le Déléataire est soumis aux pouvoirs de contrôle et de sanction, tels que définis aux articles 7-3 à 7-7 inclus du Contrat, de chaque Autorité concédante dans son périmètre contractuel.

14.2 Le régime juridique des pénalités pourra être adapté, notamment quant à leur montant et leurs modalités d'application, aux différents périmètres contractuels.

14.3 En cas d'exécution d'office de travaux ou de prestations de service, ou de prise de mesures d'urgence, l'Autorité concédante auteur des décisions ou mesures en informe, sans délai, les autres Autorités concédantes.

Art 15 - Fin anticipée du Contrat

15.1 Les décisions de résiliation pour motif d'intérêt général ou pour faute, prévues respectivement aux articles 8.4 et 8.5 du Contrat, envisagées par une Autorité concédante dans son périmètre contractuel font l'objet d'une concertation préalable entre les Autorités concédantes.

15.2 Le Déléataire est appelé à faire part de ses observations aux Autorités concédantes dans ces deux cas.

15.3 Les mêmes dispositions s'appliquent à la fin anticipée pour force majeure [Art 8.6 du Contrat].

Art 16 - Effets de la fin du Contrat

L'indemnité due au Concessionnaire sera répartie entre les trois Autorités concédantes en calculant par port la VNC des biens nette de subventions et du capital restant dû des emprunts.

Art 17 - Annexes

17.1 Le Déléataire a établi les documents suivants, qui sont joints en annexes au présent avenant :

1. Etats financiers avant le transfert de compétences, comportant le compte de résultat et le bilan établi au 31 décembre 2016. Ils précisent le montant des provisions pour charges réalisées et le détail analytique des provisions.

2. Etats financiers suivants, pour le port de commerce du Légué, la réparation navale et les 13 ports départementaux :

- Le compte d'exploitation prévisionnel initial avec :
 - Une indication pour les exercices 2014 à 2016 de l'état prévisionnel et du réa (comparaison)

- o Pour les exercices entre 2017 et le 31/12/2023, l'état prévisionnel uniquement (celui contractualisé initialement)
- Le PPI (même forme que le CEP) avec indication de la valeur nette estimée de fin de contrat au regard de la situation initiale et de la situation réelle projetée ;
- Le plan de financement des investissements (même forme que le CEP) avec indication précise du montant des subventions à verser par chaque autorité et du montant de l'encours de dette année par année.

17.2 Le sommaire du Contrat est joint en annexe au présent avenant.

Fait à Rennes
En quatre exemplaires originaux
Le

Pour la Région

Pour le Département

Le Président

Le Président

Le Syndicat mixte

Pour le Délégué

Le Vice-Président

Le Président